> POINT DE VUE

Œuvrer au changement dans le secteur du transport!

2016 n'a pas été une année facile
Demandez-le aux dockers. Après deux attaques antérieures lancées contre le statut des travailleurs portuaires, l'Europe récidiva en 2016 en entamant une procédure d'infraction contre la Loi Major. C'était la énième tentative de démanteler le statut du docker. L'initiative était venue cette fois de Fernand Huts, le PDG du groupe Katoennatie, connu également pour avoir monté des constructions fiscales aux Bahamas. La Commissaire européenne Violetta Bulc fut sa complice en lui prêtant main forte.

Le fléau du dumping social est également resté d'actualité. Des camionneurs belges perdent leur emploi et sont remplacés par des chauffeurs de l'Europe de l'Est, victimes eux aussi d'une exploitation impitoyable. Mais le phénomène se produit également dans la navigation intérieure, l'aviation civile, le secteur des taxis, ...
Dans chacun de ces dossiers, on se heurte à l'Europe. Une Europe qui fournit ainsi la preuve qu'elle n'est pas un projet source de bien-être pour les travailleurs. Aujourd'hui, l'Europe se réduit à un simple marché où la liberté de circulation des biens et des services prime sur les règles de jeu sociales. Les conséquences sont connues : pertes d'emplois et détricotage des conditions de travail et de salaire de ceux qui ont encore un travail. Faut-il dès lors s'étonner que la population se détourne de plus en plus d'un tel projet? Combien de Brexits faudra-t-il pour réveiller les dirigeants européens?

Par ailleurs, en 2016, nous avons eu en face de nous un patronat arrogant peu enclin à conclure des accords substantiels avec les organisations syndicales. Nous avons aussi été confrontés à des réorganisations et des fermetures d'entreprises qui ont provoqué des pertes d'emploi dans le secteur du transport également. Pensons aux conséquences de la fermeture récente de Caterpillar pour les travailleurs d'Yusen et d'Eutraco, mais aussi pour toute une série de petites entreprises de transport.
En septembre 2016, ce gouvernement des droites «*fêtait*» son deuxième anniversaire, un bien triste anniversaire de deux années de politique asociale imposée par un gouvernement qui a relevé l'âge de la pension, diminué les pensions, compliqué l'accès à la prépension, volé une indexation aux travailleurs, augmenté la facture énergétique. Entretemps, les emplois promis se font attendre.

D'énormes défis pour nous tous
En 2016, l'UBT a fait ce que l'on attend d'une organisation syndicale. Nous avons négocié là où c'était possible, nous nous sommes battus là où c'était nécessaire. Nous avons aussi rendu à nos membres le service auquel ils ont droit.

L'UBT a été à la pointe du combat contre Fernand Huts et la Commissaire européenne Bulc. La procédure européenne lancée contre la Loi Major sera sans doute retirée. Voilà une victoire que nous pouvons inscrire au palmarès de l'UBT. Et si l'Europe devait se raviser, notre réaction sera immédiate. Il ne s'agit pas d'une menace, il s'agit d'une promesse...
Nous avons aussi déposé plainte contre une série d'organisateurs notoires de dumping social, et les premières décisions des tribunaux devraient tomber dans le courant de 2017. Espérons que la Justice fera son boulot.

Même ce gouvernement des droites, sentant la pression, a élaboré des plans pour lutter contre le dumping social. Jusqu'ici, ces plans sont restés au stade de textes mais l'UBT continuera à mettre la pression pour faire bouger les choses sur le terrain: augmentation des inspections et lourdes amendes infligées à ceux qui organisent le dumping social.

Tout le monde sur le pont en 2017
Le secteur du transport évolue à une vitesse vertigineuse. La digitalisation et l'automatisation mettront sous pression l'emploi dans les ports, dans le transport routier, dans la logistique ...
L'e-commerce, l'économie dite de partage, la dérégulation, l'ubérisation ... autant de défis qui s'annoncent. Des études montrent que 40% des emplois que nous connaissons aujourd'hui, n'existeront plus dans 20 ans (ou auront subi une transformation fondamentale).
Face à ces évolutions, l'UBT ne restera pas les bras croisés. Nous comptons peser de tout notre poids sur les politiques qui seront menées. L'innovation indispensable dans le secteur des taxis ne doit pas être réalisée à la sauce d'UBER. Elle devra l'être dans le respect des clients et des chauffeurs. Le développement de l'e-commerce ne pose pas de problème pour nous, tant qu'il n'implique pas de hyper flexibilité pour les travailleurs. Car les travailleurs du secteur logistique ont, eux aussi, droit à une vie privée.

De l'Europe, nous attendons moins de libéralisations et une régulation plus poussée du dumping social. Au lieu de s'attaquer aux travailleurs portuaires belges, elle ferait mieux de s'en prendre aux organisateurs des pratiques de dumping social. Qu'attend l'Europe pour mener des politiques vraiment sociales et pour élaborer un plan d'investissement ambitieux visant à «*booster*» l'économie et donc aussi l'emploi?
Des entreprises multinationales comme IKEA, UNILEVER, et d'autres doivent, elles aussi, prendre d'urgence leurs responsabilités, car elles sont coresponsables des dérives dans la chaîne de transport. Elles peuvent contribuer à mettre fin au dumping social et stopper la spirale infernale à la baisse en payant un prix honnête pour le transport de leurs marchandises. L'UBT continuera à les confronter à cette réalité.
Le travail dans le secteur du transport reste un travail dangereux. Les accidents mortels survenus en 2016 dans le secteur des ports et récemment dans la pêche maritime, mais aussi les nombreux accidents sur la route le prouvent à suffisance. Nous devons par conséquent continuer à œuvrer pour la sécurité et la prévention. Des journées de travail trop longues, des temps de repos insuffisants, le travail hyper flexible, ... sont sources de fatigue, et la fatigue peut tuer!

Enfin, il est grand temps que les fédérations patronales choisissent à nouveau le chemin de la négociation au lieu de celui de la confrontation. Est-il encore acceptable aujourd'hui que les conducteurs d'autocar n'aient pas droit à une chambre d'hôtel après un long voyage vers une destination de vacances afin de pouvoir entamer le voyage retour frais et dispos? Est-il normal que les salaires conventionnels dans le secteur du transport routier soient inférieurs à ceux du secteur du nettoyage? Est-il normal que les conducteurs de bus des services privés d'autobus doivent faire leurs besoins dans la nature parce que les installations de «*De Lijn*» leur sont interdites? Est-il normal que les bagagistes doivent traîner chaque jour 35 tonnes de valises pesant souvent 25 kilos ou plus la pièce?...

Non, trois fois non!

Avec ses militants, l'UBT est prête à œuvrer au changement dans le secteur du transport.
Ensemble, on est plus forts, en 2017 aussi!

Frank Moreels
Président

IKEA ferme les yeux devant le dumping social

IKEA est pour le moins coresponsable des mauvaises conditions de travail des chauffeurs de camion partout en Europe. Les camionneurs sont en effet victimes de la politique de sous-traitance pratiquée par IKEA. Fin décembre, des actions ont été menées devant des magasins d'IKEA un peu partout dans le monde. L'ITF, la Fédération internationale des travailleurs du transport, assurait la coordination de toutes les actions menées. L'UBT de son côté a organisé des actions devant le magasin d'IKEA à Hasselt et au centre logistique à Genk.

Chauffeurs victimes de mauvaises conditions de travail et de salaire
Les chauffeurs des entreprises de transport affrétées par IKEA sont exploités par leurs employeurs qui les obligent à travailler pendant plusieurs mois d'affilée et à vivre et dormir tout ce temps dans leur camion. Ces chauffeurs sont acheminés en minibus de l'Europe de l'Est. Ils sont occupés aux conditions de salaire et de travail en vigueur en Europe de l'Est, ce qui contraire au principe de l'Union européenne, à savoir «*à travail égal, salaire égal*».

Qui casse les verres les paie
Depuis plus de deux ans, des contacts sont en cours entre l'ITF et IKEA, auxquels l'UBT a bien sûr participé. Mais IKEA persiste et signe, continue ses pratiques et refuse d'envisager les propositions avancées par l'ITF pour améliorer les conditions de travail et de salaire des chauffeurs. Frank

Moreels, président de l'UBT: «*L'UBT déplore qu'IKEA ne prenne pas au sérieux la concertation avec l'ITF. Pourtant, ensemble avec l'ITF, nous restons disposés à rechercher avec IKEA une solution.*»

Actions devant IKEA à Hasselt et à Genk
La première action a été organisée le 19 décembre dernier devant le magasin d'IKEA à Hasselt. Nous avons distribué aux clients un tract appelant IKEA à prendre ses responsabilités. Tom Peeters, secrétaire régional de l'UBT Limbourg: «*C'est grâce à ces chauffeurs qui se dépensent sans compter que les clients ont pu acheter leurs cadeaux de Noël, au grand bonheur d'IKEA. Mais les efforts de ces chauffeurs ne sont pas récompensés, bien au contraire ! Il est clair qu'IKEA joue un rôle clé ici. IKEA doit donc prendre ses responsabilités. C'est pourquoi, nous avons appelé dans le tract à donner à ces chauffeurs un vrai cadeau de Noël.*»
Le mercredi 21 décembre, nous avons distribué des tracts au personnel et au management du centre de distribution d'IKEA à Genk. Dans ce tract, l'UBT demandait au management local d'interpeler IKEA TRANSPORT, le département responsable de tous les contrats conclus avec les sous-traitants.

Actions dans d'autres pays également
Des actions semblables ont été organisées aux Pays-Bas, en Suède, au Danemark et même en Australie. En France également, une action a été organisée au siège d'IKEA à Metz. Si le syndicat français CGT a choisi le magasin d'IKEA à Metz pour cette action, il l'a fait pour une raison bien précise... Quelques semaines auparavant, on y avait découvert le corps d'un chauffeur de l'Europe de l'Est dans sa cabine, décédé depuis plusieurs jours. Au mépris de tout sens d'humanité, la direction avait forcé un autre chauffeur à prendre immédiatement le volant pour poursuivre la route. Une délégation représentative de la section Linalux de l'UBT a participé à l'action à Metz.

Réaction insatisfaisante d'IKEA: de nouvelles actions un peu partout dans le monde
À la suite des actions de l'UBT, IKEA a repris contact. Le groupe maintient cependant sa position, affirmant que le contrat conclu avec ses transporteurs sous-traitants offre des garanties bétonnées. IKEA a certes annoncé son intention de procéder à une enquête sur le terrain, mais continue à refuser d'organiser des contrôles avec l'ITF. La fédération internationale reste bien sûr disposée à poursuivre la concertation, mais si celle-ci n'aboutit pas à une forme de collaboration, de nouvelles actions seront organisées au printemps!

#therealIKEA